

Séance du lundi 25 septembre 2017

<p><b>Date de la convocation :</b> 18 septembre 2017 <b>Date d'affichage : 18 septembre 2017</b></p>
<p>Nombre de membres afférents au Conseil : <b>19</b> Nombre de membres en exercice : <b>19</b> Nombre de membres présents : <b>11</b> Nombre de votants : <b>18</b></p>
<p><b>OBJET : Maison de santé pluridisciplinaire : mise en œuvre d'une procédure de déclaration de projet emportant modification du PLU</b></p>

L'an deux mille dix-sept et le lundi vingt-cinq septembre à vingt-heures, le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Pierre ANDRÉ, maire.

**Présents :** Mmes Jeannine CHAPUIS, Jocelyne COLLOMBIER, Sylviane ETAIX, Corinne PAYOT, Laurence PETITPOISSON.

MM. Jean-Pierre ANDRÉ, Pascal BOUVIER, Michel CATELLIN-TELLIER, Alain DEDUC, François RONQUE, Alain TARTARAT.

**Absents :** Mmes Béatrice BUSILLET (procuration à M. A. DEDUC), Marie-Danielle DURAND (procuration à Mme S. ETAIX), Dolorès FRESNO (procuration à M. J.P. ANDRÉ), MM. Christophe CORNU (procuration à M. M. CATELLIN-TELLIER), François HOMMERIL (procuration à M. A. TARTARAT), Michel MONTET (procuration à M. P. BOUVIER), Luc WUILLAUME (procuration à Mme J. COLLOMBIER), Mme Christine TORNASSAT.

*M. Alain DEDUC a été élu secrétaire de séance.*

M. le maire rappelle la procédure de révision générale du PLU toujours en cours. Par ailleurs, il fait part de l'urgence que constitue la construction de la maison de santé pluridisciplinaire maintenant que l'ensemble des communes concernées, avec l'accord de la Préfecture, ont unanimement décidé que le Syndicat intercommunal actions sociales de Basse-Tarentaise serait la structure juridique porteuse de ce projet.

Il indique que le terrain sur lequel le bâtiment sera construit appartient à la commune de LA BATHIE. Cependant, il se trouve dans le secteur des Carrons, non constructible aujourd'hui et classé en zone Nsl (zone naturelle à vocation sportive et de loisirs) dans le PLU en vigueur, approuvé le 3 mai 2006.

Face à ce besoin d'installation urgente de professionnels de santé sur le territoire de Basse-Tarentaise, des échanges ont eu lieu entre la mairie, le bureau d'étude PIERRE BELLIRIZ qui travaille à la révision générale et le responsable Planification et aménagement des territoires à la DDT de Savoie, pour envisager l'engagement d'une procédure parallèle qui permettrait de modifier le PLU dans des délais courts.

Une procédure prévue par le Code de l'environnement, dite de *déclaration de projet*, peut s'appliquer au projet de maison de santé en ce sens qu'elle permet à la collectivité de constater elle-même l'intérêt général du projet en lieu et place de l'Etat jusque-là seul compétent pour reconnaître *l'intérêt général* relevant de la déclaration d'utilité publique.

En application de l'article L 126-1 du Code de l'environnement, la déclaration de projet mentionne l'objet de l'opération tel qu'il figurera dans le dossier soumis à enquête publique et comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général. La déclaration de projet prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés (article L.122-1-V) et le résultat de la consultation du

public. Elle indique, le cas échéant, la nature et les motifs des principales modifications qui, sans en altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique. La déclaration de projet, au terme de la procédure, débouche sur une mise en compatibilité du PLU.

M. le maire explique que la construction d'une maison de santé pluridisciplinaire permettra d'apporter dans le bassin de vie de Basse-Tarentaise les services de santé publique indispensables à une population de plus de 5000 habitants ce qui justifie pleinement l'intérêt général d'une telle opération. Le déroulement de la procédure sera le suivant :

- Evaluation environnementale : dossier au cas par cas,
- Elaboration d'un dossier portant à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU,
- Pas de concertation préalable,
- Pas de consultation des personnes publiques associées (simple réunion d'examen conjoint),
- Soumission du projet à enquête publique mise en œuvre par le maire,
- Approbation de la déclaration de projet par délibération du conseil municipal.

*Après en avoir délibéré, le conseil municipal :*

- **PREND ACTE** de l'engagement d'une procédure de *déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU*, pour le projet de construction d'une maison de santé pluridisciplinaire au secteur des Carrons, actuellement classé en zone Nsl (zone naturelle à vocation sportive et de loisirs) ;
- **AUTORISE** M. le maire ou son représentant à engager et signer tout contrat, avenant ou convention de prestation ou de service concernant la mise en œuvre de cette déclaration de projet.

Les résultats du vote sont les suivants :

**Votes exprimés : 18**

**VOTE POUR : 18**

**VOTE CONTRE : 0**

**Abstention : - 0**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

073-217300326-20170929-D02\_25\_09\_2017-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/09/2017



Fait et délibéré en séance,  
Au registre suivent les signatures,  
Pour extrait conforme,

Le Maire,

Jean-Pierre ANDRÉ

